

Rencontrez
Luc Audet, avocat

Ligne directe : 514-954-0362 sans frais : 1-866-954-0362 courriel : audet@DroitDesPME.com
Web en français : www.DroitDesPME.com en anglais : www.canadianbusinesslaw.com



RENCONTREZ LUC AUDET

Profil personnel

Date et lieu de naissance : Montréal, Québec, Canada, le 10 août 1956

Citoyenneté : Canadienne

Langues parlées et écrites : Français et anglais

Éducation formelle

1995-1997 : Université du Québec à Montréal, Certificat en affaires immobilières (scolarité menant au titre d'Évaluateur agréé)

1980 : École du Barreau du Québec

1977-1980 : Université de Sherbrooke, Bachelier en droit (LL.B.)

Profil professionnel

2003- Pratique privée, droit des affaires & civil, Audet & Associés

1996 à 2002 : Pratique privée en droit des affaires, Mercier Leduc

- 1991 à 1995 : Vice-président, affaires corporatives et Secrétaire général, Radio-Québec (maintenant Télé-Québec), dont le budget d'opération état 80 M \$.
- 1982 à 1991 : Chef du Contentieux et secrétaire général, Les Coopérants, actifs consolidés de 3 milliards \$.
- 1981 : Avocat, département du droit des affaires, Pouliot Mercure, 30 avocats.
- 1980 : Stagiaire, Pouliot Mercure, Montréal

Réputation

«Avocat d'affaires avec habiletés de négociation, de communication et d'ouverture d'esprit. Individu axé sur les résultats et sur le leadership, tout en utilisant un mode d'intervention de ralliement. Aptitude et intérêt pour des fonctions de relations externes (gouvernements, partenaires, autorités réglementaires, etc.) et internes (employés, secteurs, conseil d'administration, etc.).»

Merci, monsieur le président du conseil d'administration, Les Coopérants.

Expérience professionnelle

Pratique privée, cabinet Mercier Leduc, à Montréal(1996 à 2002) puis associé principal, cabinet Audet & Associés

75% fonctions juridiques :

Monsieur Audet représente des entreprises de toutes tailles et dans tous les stades de développement. Il compte parmi sa clientèle des TTE, des PME et des grandes entreprises, ainsi que des corporations sans but lucratif, des compagnies publiques et des entrepreneurs individuels.

Monsieur Audet s'occupe de la vaste majorité des besoins juridiques d'une entreprise. Si des services spécialisés sont requis et qu'ils ne sont pas disponibles au cabinet, il peut soit agir à titre «d'entrepreneur juridique général», et en votre nom, retenir les services spécialisés requis, négocier une rémunération et superviser le mandat, soit référer le mandat, au choix du client. Peu importe l'ampleur du mandat, il sera exécuté à temps et à l'intérieur du budget établi.

Monsieur Audet offre la gamme complète des services juridiques pour les entreprises. Ces services comprennent :

Droit des affaires; droit corporatif; droit du travail; litige commercial; perception de sommes d'argent; propriété intellectuelle; médiation; arbitrage; incorporation.

Monsieur Audet offre également les services spécialisés suivants : divorce d'affaires; achat, vente, exploitation et financement d'immobilier; vérification diligente; vérification de solvabilité et de probité de partenaires potentiels; négociation; achat et vente d'entreprises; démarrage d'entreprise; rédaction et mise en force de conventions de non concurrence, de non sollicitation et de confidentialité.

25% fonctions d'affaires : « coaching » d'entreprises en démarrage, représentations auprès de différentes instances gouvernementales; service de secrétariat corporatif; administrateur de sociétés fermées (privées)

Bonne connaissance dans certaines activités commerciales :

Nouvelles technologies (Internet, Multimédia, Informatique); Immobilier : achat, vente, gestion, location, financement; Cosmétiques; Courtage immobilier; Maisons funéraires; Entreprises reliées à la santé; Production et exploitation de productions audiovisuelles et autres activités reliées à la propriété intellectuelle.

Témoignages :

Droit des affaires

«Cher monsieur Audet :

J'ose croire qu'à la réception de cette lettre, vous êtes en pleine forme.

Mon assistante me tient informé sur votre excellente collaboration qui existe entre vous et notre entreprise. Je désire vous remercier profondément pour votre efficacité, votre professionnalisme et la façon dont vous vous occupez avec une attention indéfectible. Veuillez accepter mes remerciements sincères.»

B.W., CM, Ph.D., Président du conseil d'administration

Procès de non concurrence

«...

Je vous remercie pour les services que vous nous rendez. Ils sont grandement appréciés. Il est rare de faire affaires avec un avocat qui démontre un professionnalisme comme vous le faites.»

P.P. Industriel

Procès pour une commission d'agent d'immeuble, en défense

«Merci pour le bon travail. Attends que tu me contactes pour fêter au chalet au mois d'août»

L.J., Développeur immobilier

Violation de droit d'auteur

«...

Je vous remercie de vos précieux conseils- ils me sont d'un grand secours...»

D.B.auteur et traducteur

Démarrage d'entreprise

«...»

Je profite de l'occasion pour vous remercier d'avoir prononcé, pendant notre entretien téléphonique, la phrase « démarche paresseuse » et qui a multiplié par dix ou plus les possibilités qui s'offraient à moi...

Merci encore Me Audet. Si, pendant l'élaboration de ce projet, j'avais besoin à nouveau de votre expertise, je n'hésiterai pas à vous contacter.»

R.S.L.

Vente d'un portefeuille d'immeubles

«Cher Me Audet,

Merci d'avoir instrumenté la vente de mon portefeuille d'immeuble. Merci pour votre expertise juridique et votre expertise dans l'activité commerciale de l'exploitation d'immeubles. Sans vos deux expertises, je suis convaincu que la transaction aurait avortée.»

J-R. T.

Divorce d'affaires

«Cher monsieur Audet,

Merci des plus sincères !»

P.C.

Contestation d'un testament

« Cher Luc,

Merci beaucoup de ton expertise et ton aide précieuse....»

L.M.

Mandat de négociation

«Monsieur Audet,

Tout d'abord, nous tenons à vous remercier ... de votre compétence et de votre professionnalisme.

Vous nous avez aidés à finaliser le contrat... avec beaucoup de dévouement et de loyauté. Vous avez su défendre nos intérêts avec ardeur, tout en respectant les propositions de monsieur...

Notre entente initiale sur le contrat étant de ..., mais j'étais tellement contente de votre travail et consciente du temps supplémentaire que vous avez mis pour compléter le contrat que j'ai demandé la permission à monsieur... d'ajouter ... supplémentaires à votre facture...»

K.V.

Radio-Québec, société d'état de production et de diffusion de productions télévisuelles (1991 à 1995)

50% fonctions juridiques : Négociation et signature des transactions de toutes les ententes non standard; affaires réglementaires; toutes les affaires juridiques d'une entreprise qui dépense 80millions \$ par année.

50% fonctions d'affaires : Membre actif du comité de direction,; responsable de huit divisions administratives comportant 90 employés; Gestionnaire d'un budget annuel de 13 millions \$; Secrétaire général; lien directe avec les autorités réglementaires.

Témoignage :

«un “deal maker”, pas un avorteur de transaction»

Merci, monsieur le Président.

Les Coopérants, institution financière décloisonnée (1982 à 1991)

75% fonctions juridiques : Acquisitions, ventes et liquidation de compagnies; Opinions juridiques; Négociations commerciales; Litige d'assurance vie et d'assurance IARD; Acquisition, vente, location et gestion d'immeubles; Perception de créances hypothécaires en souffrance (plus de 500); affaires réglementaires;

25% fonctions d'affaires : Secrétaire général de plus de 30 compagnies; membre actif du Comité des placements, et de divers comités administratifs. Plusieurs conseils d'administrations étaient composés de conseillers réputés.

Témoignage :

«You bastard found a loophole ! I will be personally watching you...»

(traduction libre : enfant de chienne, tu as trouvé un trou dans la loi. Je vais personnellement te surveiller...)

Merci, Ministre fédéral des institutions financières.

Pouliot Mercure cabinet de pratique privée, 30 avocats (1980 à 1982)

100% fonctions juridiques : Mise à jour des livres de minutes; achat et vente d'entreprises; Conventions unanimes d'actionnaires; baux commerciaux; démarrage d'un département de propriété intellectuelle; mise sur pied d'une base de données de contrats-type; Enregistrement de marques de commerce; Incorporations. Développement d'une expertise en choix et en protection de noms d'entreprises.